



Munich Personal RePEc Archive

Economic impact of COVID-19 in Cameroon: an empirical assessment with the VAR Methodology

Kuikou, Oscar

20 April 2020

Online at <https://mpa.ub.uni-muenchen.de/99727/>

MPRA Paper No. 99727, posted 20 Apr 2020 06:43 UTC

*Cet Article est rédigé à la mémoire de mon tendre et bien-aimé fils Benjamin, 08 Avril 2018-20 Avril 2019.
Un an déjà !*

L'impact économique du COVID-19 au Cameroun: une approche par la Modélisation VAR

Oscar Valéry KUIKEU

École Supérieure des Sciences Économiques et Commerciales (ESSEC), Université de Douala (Udo, Cameroun), BP 1931 Douala (Cameroun), Port. 658 65 92 70 / 698 60 4140, email:

kuikeuoscar@gmail.com

FIRST DRAFT

Avril 2020

Résumé : *en dépit de la virulence des campagnes de prévention, tout comme de l'amélioration (ou alors de la sophistication) des moyens de soin, thérapeutiques, ou encore des traitements palliatifs, de nombreux enfants continuent de décéder du paludisme sur le continent à une virulence égale ou alors semblable aux campagnes de soin et de prise en charge. Le temps nous manquerait sûrement pour drainer le chapelet de ces cas témoignant de la virulence que continue d'exercer ladite pandémie sur le continent mais citons l'exemple de ce jeune Benjamin Louis Fabo foudroyé en moins de deux jours par celle-ci d'une manière si soudaine alors que le gouvernement du Cameroun plaça plusieurs de ses événements sous la date indicative de son jour de naissance c'est-à-dire le 09 soit le jour d'après sa naissance où il rencontra alors son géniteur, dont notamment le CHAN 2020. A l'heure où le COVID-19 sévit même sur le continent avec la place de cause principale à la mise en échec de l'ouverture du CHAN 2020 en date du 09 avril dernier, n'est-il pas pertinent de saisir l'impact économique de cette pandémie pour le continent? En tout cas, c'est la question à laquelle nous tentons de répondre, ici. D'une manière générale, les Résultats obtenus témoignent de la Robustesse de la Méthodologie VAR comme outil d'appréhension de ce type de problématique relative à des études d'impact économique.*

Mots-clés : Marginalisation, émergence économique, Afrique

Classification JEL : C32, O47

Abstract : *despite the improvement in the strenght of campain against Malaria all over the world and in particular in poor countries like Cameroon a considerable amount of children continue to died under the virulence of this particular disease, for exapmple for the case of Cameroon where the Young Benjamin Louis Fabo just over one year and aproximately twelve days old died of this only after less of two days and for this the Government State have decided to organise most of hese public events at the date of his birth meanly the 09th the date where he meets his father, in particular the CHAN 2020. At the time that, the COVID-19 is designed as the main cause of the non event of this sportive event for the country, it's therefore not credible to assess the economic impact of this disaster for the continent? In all cases, this is the main question assigned to this study. Globally Speaking, the obtained Results are significant testimony of the Robustness of VAR Methodohy as an engine of test of this kind of impact study at country or Regional level.*

Keywords : Marginalization, economic emergence, Africa

JEL Classification Codes : C32, O47

1. Introduction

La Marginalisation de l'Afrique, ou cette place (qu'a le continent) dans le concert des nations (c'est-à-dire le commerce mondial) comme périphérie de la périphérie, peut être représentée par certains faits: d'abord la spécialisation de l'Afrique, c'est-à-dire l'échec de ses processus d'industrialisation (ou alors sa dépendance à l'égard de l'exportation des produits de base), ensuite la nature des Accords de partenariat économique avec les économies du Nord, qui semble être désavantageux aux africains. En effet, d'une part, aujourd'hui, sur le continent, on parle, de plus en plus, de coopération Sud-Sud, d'autre part, de nombreuses économies africaines sont toujours obligées de se conformer aux mesures impopulaires de la conditionnalité imposée par les institutions de Brettons Wood, afin d'avoir accès au financement (c'est-à-dire l'aide étrangère), pourtant, comme le révèle l'expérience encore récente des PAS, aucune économie ne s'est jamais développée sous l'assistance économique du FMI et de la Banque Mondiale (les deux sœurs jumelles, qualifiées d'institutions de Brettons Wood), Un autre élément de la Marginalisation des africains, c'est leur dotation initiale. En effet, le continent africain est si riche, avec près de deux réserves naturelles (l'une au Cameroun et l'autre au Congo) classées au patrimoine mondial de l'UNESCO, mais, à ce propos, on parle plutôt de malédiction, puisque, contrairement aux africains, ce sont des économies dépourvus qui ont émergé, à l'exemple des économies du sud-est asiatique.

Ce constat (relatif à l'échec de ses processus d'industrialisation) est accompagné d'explications à l'origine de cet échec. Il s'agit de la Théorie de la Marginalisation de l'Afrique au plan international, selon que la cause est d'origine étrangère ou domestique celle-ci comporte deux variantes: la Première est la thèse de la « Marginalisation pré-programmée depuis la colonisation » (Grellet, 1988, p.1009), la seconde thèse est la « Marginalisation par les conséquences du syndrome hollandais ». Cette seconde thèse qui permet d'expliquer un autre élément de la Marginalisation des africains, c'est leur dotation initiale. Enfin en ce qui concerne l'autre volet de la Marginalisation des Africains à savoir la nature des Accords de partenariat économique avec les économies du Nord, qui semble être désavantageux aux africains, les raisons de cet échec sont certes nombreuses, mais, il s'agit d'abord de l'image que véhiculent les médias de l'Afrique, à savoir: d'une part d'instabilités politiques, d'autre part de pandémies. L'instabilité politique du continent trouve des réponses au niveau des propositions de réforme des modes d'Organisation Etatique à l'exemple du Grand Dialogue National organisé au Cameroun en vue de trouver des solutions à la crise sécuritaire qui secoue le pays depuis près de 03

ans avec la crise dite « anglophone » où les belligérants demandent soit leur accession à la souveraineté référendaire (ou constitutionnelle) ou alors le retour au Referendum comme avant 1972 comme mode d'organisation de l'Etat-Nation. En ce qui concerne la récurrence des pandémies à l'échelle du continent on peut dire que si le manque de moyens financiers, pour accompagner la mise en place de programmes de santé viables, serait l'une des causes de la récurrence des épidémies sur le continent africain, on peut dire que c'est surtout le facteur géographique. En effet, sous les tropiques, les économies africaines ont un climat propice à l'accumulation de lacs (marres d'eau, étangs, ...) favorables au développement des larves, moustiques et autres vecteurs d'infection corporelle, à cela, il faudrait ajouter la promiscuité des habitants que crée ce type de climat, par crainte de zones marécageuses, mais malheureusement favorables à la transmission de VIH.

A l'exemple des vedettes comme le SIDA (qualifié, par les médias, de pandémie du siècle), la tuberculose (et ses variantes comme les infections pulmonaires, dont les ravages sont proportionnels, voir même supérieurs au SIDA, dans de nombreuses contrées africaines, à l'exemple de Yaoundé, au regard de nombreux reportages réalisés sur la dite infection par des médias autorisés comme RFI), le paludisme (et ses variantes comme la typhoïde, dont, aujourd'hui encore, les immunologistes ou virologues travaillent sur de nouveaux traitements, du fait de l'apparition de formes résistantes du virus aux traitements actuels) ou le cholera (lequel continue de ravager de nombreuses métropoles africaines, dont, en particulier, celles sans adduction suffisante en eau potable, à l'exemple de la cité balnéaire de Yaoundé, au Cameroun, et environ, voir même la capitale économique, du pays, Douala), la plupart du temps, les économies africaines sont ravagées par des pandémies diverses, à l'exemple, jusqu'à une période récente encore, le virus Ebola (lequel a été découvert au courant de la décennie 1970, mais qui continue de sévir jusqu'à l'heure actuelle, avec une épidémie récente en Afrique de l'Ouest, dont, en particulier, en Sierra Leone, pays le plus touché par l'épidémie, mais aussi, en Guinée/Conakry, au Nigeria, ...), le temps nous manquerait pour parler du chikungunya, sans oublier toutes celles qui s'attaquent au bétail, pourtant, source de richesse en Afrique¹, à savoir, la maladie de la vache folle (malheureusement, pour celle-ci, conséquence du commerce de chair, avec l'occident, comme preuve du fait que le commerce des marchandises a des effets aussi indésirables que bénéfiques sur le bien-

¹ En effet, dans de nombreuses contrées sahéliennes africaines, la richesse s'évalue aussi en termes de têtes du cheptel bovin, à l'exemple de la région septentrionale du Cameroun, où du fait des coutumes religieuses, les riches propriétaires terriens dits Aladi se contentent de conserver un nombre impressionnant de bêtes, en vue des sacrifices rituels, comme lors de la fête du mouton, ou alors, les parades, notamment à chevaux, lors de fêtes traditionnelles, nationales, ou alors de réjouissance populaire, devant les autorités religieuses ou politiques comme le Lamido.

être des populations), ou alors de la fièvre aphteuse. C'est à se demander, comme préoccupation, si, à chaque époque, son épidémie à combattre, à l'exemple de celle-ci, comme autre préoccupation: comme le jeu de chaises musicales, y aurait-il une trappe (c'est-à-dire un piège) à la pauvreté? En effet, aujourd'hui c'est le COVID-19 qui à l'image de la fièvre hémorragique Ebola a empêché la tenue (ou alors l'ouverture) d'un évènement sportif continental majeur à savoir le CHAN 2020 prévu pour le 09 Avril dernier en terre Camerounaise. Si le CHAN (Championnat d'Afrique des Nations) est un prélude à la CAN (Coupe d'Afrique des Nations) puisque celle-ci oppose les équipes nationales constituées que de joueurs évoluant dans les championnats nationaux la fièvre hémorragique Ebola a été responsable de la perturbation de la CAN prévue au Maroc. Considérant ces faits, l'objectif de cette étude est de saisir l'impact économique du COVID-19 en tant qu'épidémie à l'échelle du continent. A cet effet, l'économie camerounaise nous servira comme cadre d'étude.

D'une manière générale, saisir l'impact économique du COVID-19 sur l'économie camerounaise semble présenter un intérêt certain puisque ce pays est engagé vers la voie de l'émergence économique. En effet, alors que les Magrébins ont connu les printemps arabes et qu'ils parlent de transition économique aujourd'hui en vue de devenir des émergents depuis l'aube du nouveau millénaire les économies africaines nourrissent aussi quant-à-elles l'ambitieuse vision de devenir émergentes ou à revenu intermédiaire d'ici un horizon qui ne pourrait excéder la moitié de la décennie 2030. A cet effet, elles ont fait de la Modernisation de l'économie via les projets dits « structurants » le principal instrument (levier) de leur action dans l'idée longtemps martelée déjà par les initiateurs du NOPADA (plus connu, sous son vocable anglo-saxon, comme NEPAD) que l'amélioration de l'infrastructure constitue un puissant catalyseur pour le développement industriel du fait de la réduction des coûts de transaction qu'elle permet. En effet, selon Elbadawi (1999, p. 3) l'industrie est l'une des activités les plus utilisatrices d'infrastructure. Ensuite celle-ci (c'est-à-dire l'infrastructure) est la composante primordiale qui accompagne l'exécution des programmes sécuritaire dont alimentaire et sanitaire principalement puisque sans infrastructure il serait impossible d'organiser un pont aérien en vue de subvenir en besoin alimentaires des régions sinistrées ou alors le plateau technique médical est celui qui permet l'exécution des actions sanitaires (évacuation sanitaire et autre) par exemple aujourd'hui au Cameroun malgré que l'Etat a annoncé la gratuité de la prise en charge des malades atteints du COVID-19 les structures sanitaires demeurent dépourvues d'assistance en matériel pour gérer la crise au dépens de ces personnels de la santé qui eux-mêmes décèdent du fait du manque d'assistance dans leur position avancée face au front contre l'infection dans ces structures sanitaires.

A l'image de la construction du CATI (Centre africain des technologies de l'information) au Tchad, du nouvel immeuble de la BEAC (à Malabo) en Guinée-Équatoriale, du troisième pont sur la Lagune d'Abidjan en Côte d'Ivoire, en ce qui concerne le Cameroun on peut citer: la construction d'un complexe industrio-portuaire (dit port en eau profonde) dans la cité balnéaire (banlieue) de Kribi du département de l'Océan, d'un Pont (le deuxième sur le fleuve Wouri dans le département du Wouri), de divers barrages hydroélectriques (Mekin, Menve'ele, Natchigal dans la vallée du Ntem et Dja et Lobo), d'autoroutes (Douala-Yaoundé, Nsimalen-Yaoundé), de pénétrantes est-ouest à l'entrée de la capitale économique Douala accompagnés de la construction d'un certain nombre de stades (Japoma de Yassa à Douala, Paul Biya d'Olembé à Yaoundé) en prélude à l'Organisation de la CAN 2021 (initialement prévue pour 2019), du CHAN 2020, et comme en témoignent l'aspect pharaonique de ces chantiers notamment en ce qui concerne les stades de Yassa et d'Olembé présentés par beaucoup d'analystes sportifs comme démesurés en comparaison des compétitions africaines mais justifié (c'est-à-dire l'aspect pharaonique) par les gouvernements comme répondant à l'honneur recevable des légendes du football africain mais aussi aux normes destinées à faire du Cameroun une nation émergente apte à organiser des compétitions dont la limite s'étend au-delà de la Région comme l'a si bien relayé: d'une part la CAF l'Organe faitière du football africain qui fait ainsi passer le nombre d'équipes de 08 à 16 lors des phases finales de la CAN et qui s'est opposée à la FIFA l'Organe faitière du football mondial dans sa volonté d'organiser la CAN seulement tous les 04 ans à l'image de l'EURO de football, enfin qui fait désormais jouer une CAN de football féminine, d'autre le pays Organisateur qui a qualifié l'année 2020 censé accueillir le CHAN sur ses terres d'année 20 / 20 en prélude à l'année 2021 censée accueillir la CAN de football messieurs le plus prestigieux des trophées de la CAN en terre Camerounaise le pays des Lions indomptables.

Methodologie

Sans Modèle (c'est-à-dire description Mathématique) approprié(e) de l'économie, à l'exemple des Modèles stochastiques d'équilibre général dynamique (correspondant, sous le vocable anglo-saxon, au sigle DSGE Models) ou d'épidémiologie des experts de la santé, nous emploierons la Méthodologie **VAR** dont l'intérêt est de décrire très rapidement l'économie juste à l'aide d'un jet (ou Vecteur) de Variables. La Modélisation **VAR** découle des travaux de Christopher Sims (Sims 1986) récipiendaire en 2011 du Nobel d'économie pour cette contribution, à l'avancée, sur l'appréhension (c'est-à-dire surtout la compréhension) du fonctionnement de l'économie. Christopher Sims reçoit le Nobel d'économie car l'on s'est aperçu que la Modélisation **VAR** est un outil adéquat pour analyser les effets

de la politique économique dans différents domaines comme la politique monétaire en l'occurrence. D'un point de vue technique (c'est-à-dire dans le jargon ou le langage de l'économétrie), cette analyse des effets de la politique économique porte le nom d'analyse des fonctions de réponse impulsionnelle (IRF, pour Impulse Response Function, sous le vocable anglo-saxon) dont la clé de voûte est de conférer une interprétation économique raisonnable au Modèle.

Cette étude sera organisée ainsi qu'il suit, après avoir présenté l'analyse économique des effets possibles de la pandémie au Cameroun (section 1), nous procéderons à une évaluation économétrique de son impact sur l'économie camerounaise (section 2), enfin en guise de conclusion (section 3) nous présenterons une synthèse des principaux résultats obtenus.

2. Effets économiques possibles du COVID-19 au Cameroun

Depuis l'apparition des premiers cas (ou signes) de la maladie en terre Camerounaise le 15 Mars en sa capitale politique Yaoundé l'on a tout de suite compris qu'il s'agissait d'une menace globale car le cas portait sur un expatrié français surtout qu'il en est décédé. C'est ainsi que des mesures de quarantaine ont été destinées à isoler les personnes entrantes sur le territoire national. Malgré tout si contrairement à la Côte-d'Ivoire où toute activité aérienne a été suspendue au Cameroun celle-ci a été caractérisée par la sortie officielle de son chef d'Etat. Toujours à propos des mesures destinées à contenir la pandémie le Gouvernement a alors prescrit progressivement des mesures dites de confinement caractérisées premièrement par la fermeture des lieux publics en particulier des écoles et Universités où seuls le personnel enseignant et administratif y a accès du moins au départ jusqu'à 18H l'heure arrêtée pour le confinement, caractérisé au niveau des autres activités par l'obligation de clôturer avant l'heure arrêtée 18H avec la singularité pour les grandes entreprises de compresser des personnels afin de réduire les risques de contamination, mesure suivie au niveau des transports urbains et routiers où le nombre de personnes admises dans un taxi ou bus de transport ainsi que sur une moto (ou ben skin dans le jargon vernaculaire) a été revu à la baisse.

Hormis cet aspect économique du confinement les mesures d'accompagnement destinées à contenir l'épidémie ont été édictées par le MINSANTE à savoir ces mesures d'hygiène scrupuleuses relatives au port d'une protection, à l'usage d'un gel de désinfection des mains, ... Cependant malgré tout celles-ci aussi ont des répercussions sur l'aspect économique du confinement, puisque parmi ces mesures de santé destinées à contenir l'épidémie certaines sont effectuées au niveau alimentaire. C'est alors que l'on pourra observer que certains produits alimentaires sont plus prisés que d'autres ou

d'avantage consommer qu'auparavant. En particulier, la boisson puisque nous sommes dans un pays où ce produit est assez prisé comme en témoigne son classement de 5^{ème} consommateur mondial des produits Guinness, ou même des bonnes performances que continuent d'enregistrer les principales sociétés brassicoles nationales malgré les crises sécuritaires qui secouent la nation depuis près de trois ans avec la crise anglophone caractérisée contrairement à l'insurrection terroriste à l'extrême-nord du pays ou encore celle moins virulente de l'est par l'isolement complet d'une partie du territoire nationale à savoir les deux régions anglophones de l'Ouest du Cameroun qualifiées (ces deux régions) de NOSO (Nord-Ouest et Sud-Ouest).

A cet effet, d'un point de vue Macroéconomique (c'est-à-dire des efforts de production nationale telle que présentées lors des adresses à la nation à travers son taux de croissance économique) on peut dire que l'effet économique du COVID-19 au Cameroun reste mitigé à priori, en effet malgré le chômage technique qu'impose la compression de certains effectifs des contraintes peuvent néanmoins empêcher la contraction brutale de l'activité puisque ne peuvent être sélectionnés que des personnes talentueuses parmi le personnel c'est-à-dire celles qui sont capables d'émuler la production du fait des effets d'apprentissage qu'elles accumulent par exemple certaines activités sont si sensibles que la moindre tâche obligerait le rebas de la production effectuée c'est pourquoi les effets d'apprentissage devraient accompagner l'activité productive et, à cet effet, malgré une compression des effectifs il n'est pas certain qu'on observe la contraction de l'activité productive puisqu'il y a juste réduction des coûts de production au dépend de la quantité produite dont cet ajustement (ou trade-off entre le coût de production et la quantité produite) est opéré ou compensé au niveau du taux de l'inflation de l'économie. C'est justement ce taux d'inflation qui rappelle à suffisance que cette pandémie a des effets mitigés à priori car certes certains produits voient leur prix grimper en particulier les produits alimentaires comme relais aux mesures de santé où en prévision des pénuries certains produits par contre ont leur prix en relative constance malgré des risques d'épuisement en vertu du principe néokeynésien de viscosité des prix ainsi que des salaires (du fait par exemple des coûts de menu des restaurants qui ont un coût certain à modifier leur prix de repas et boisson du fait du besoin de réimprimer la carte) à l'exemple de la boisson. Cependant cet ajustement opéré au niveau de l'offre peut aussi donner lieu à un supplément d'activité pour répondre au déficit ou manque accusé par certains opérateurs par exemple au niveau des transports cette incapacité à restreindre le nombre d'occupants d'un engin de transport peut donner la place à d'autres opérateurs sur le marché mais avec le risque toujours lié à l'effet d'apprentissage généralement présenté comme l'expérience dont le déficit

peut occasionner une dégradation dans la qualité du service rendu. Par contre, malgré tout on peut dire que pour certaines activités c'est la perte sèche complète à l'exemple des activités religieuses où du fait du confinement les aumôneries ne perçoivent plus de quêtes, n'organisent plus ces événements offrant à l'Eglise des entrées substantielles comme les sacrements (baptêmes, première communion, ...). Enfin pour en finir avec cette analyse économique des effets possibles de la pandémie au Cameroun on peut dire que face à sa virulence les agents adopteront un comportement avers ou de goût pour le risque dans la conduite de leur activité matérialisé par la volonté principale de n'obéir qu'au confinement jusqu'à s'imposer une discipline rigoureuse manifestant l'incertitude que fait ainsi peser ces comportements sur l'activité économique alors que l'incertitude peut être soit une source de gain soit une source de perte au change ce qui expliquerait les comportement antagoniques d'aversion et de goût pour le risque.

3. Evaluation économétrique de l'impact économique du COVID-19 au Cameroun

Toutes choses étant égales par ailleurs, pour apprécier empiriquement l'impact économique du COVID-19 sur l'économie camerounaise, du point de vue de la Macroéconomie nous allons observer la réaction ou alors la réponse du niveau d'activité suite à une variation climatique au Cameroun. En effet, comme nous l'avons signalé, la principale cause des pandémies à l'échelle du continent semble être la géographie que nous appréhendons par l'aspect climatique en raison de la récente reconnaissance actuelle par la communauté scientifique des travaux de Nordhaus sur la volonté d'intégrer les variations climatiques à la compréhension ou la modélisation des décisions économiques, comme en témoigne l'attribution récente des Nobel d'économie au cours de ces cinq dernières années.

Modèle VAR

Notre VAR est constitué de trois variables: d'une part des températures comme représentatives des variations climatiques, d'autre part le taux d'inflation comme représentatif du coût de la vie et du fait que c'est à travers ce taux que sont réalisés les ajustements opérés au niveau des quantités produites, et enfin le PIB réel par habitant comme représentatif du niveau d'activité. Toutes les variables seront exprimées en différence première du logarithme pour saisir le taux de progression de la quantité mesurée à l'exception du taux d'inflation qui par construction renvoie déjà au taux de progression des prix.

Analyse des fonctions de réponse impulsionnelles

L'interprétation économique du Modèle (VAR) est la suivante: suite à une variation climatique, les agents opèrent des ajustements qui se traduisent au niveau du coût de la vie c'est-à-dire de l'inflation, qui à son tour impacte l'activité économique.

Données

Les données relatives à la Température ont été extraites de la base de données (*en ligne*) sur les Températures maritimes et terrestres globales HadCRUT4 de l'Unité de recherche sur le climat de l'Université de East Anglia, celle-ci présente non seulement les données relatives aux Températures moyennes annuelles enregistrées hémisphériques (c'est-à-dire des Hémisphères Nord et Sud) et mondiale mais aussi les anomalies de Température observées à une fréquence mensuelle et annuelle moyenne hémisphériques (c'est-à-dire des Hémisphères Nord et Sud) et mondiale. Nous aurons recours à la série relative à la Température moyenne annuelle de l'Hémisphère Sud (T) ainsi qu'à celle sur les anomalies annuelles moyennes de Température enregistrées par cet Hémisphère Sud (AT). Les données relatives au PIB réel par habitant ($PIBr$) ainsi qu'au niveau du taux d'inflation (*inflation*) ont été extraites de la Base de données (*en ligne*) sur les indicateurs du développement dans le monde de la Banque Mondiale. La fréquence des données est annuelle et elle couvre la période comprise entre 1961 et 2018.

Résultats

On apprécie l'évolution des séries *inflation* et $PIBr$ suite à un choc positif sur les séries respectives de la Température T et AT . Le choc positif étant synonyme de variation climatique, en effet selon les experts du climat du GIEC (Groupement d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) l'objectif principal au niveau du changement climatique est plus orienté vers les efforts pour contenir un réchauffement de la planète ainsi qu'une hausse des températures, soit alors l'intérêt de considérer le choc positif sur la Température comme signe de variation climatique en particulier pour la série AT plus significative encore car représentatives des écarts de température pouvant conduire un dépassement des efforts consentis par les Gouvernements.

Figure 1: impact au Cameroun d'un choc positif sur la température moyenne
Accumulated Response to Structural VAR Innovations ± 2 S.E.

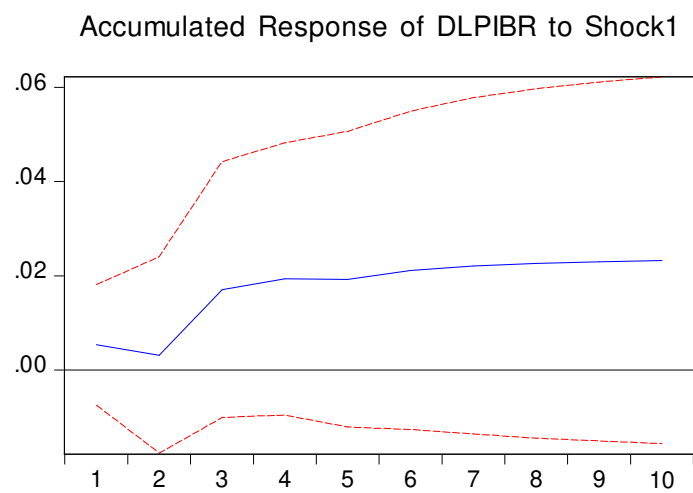
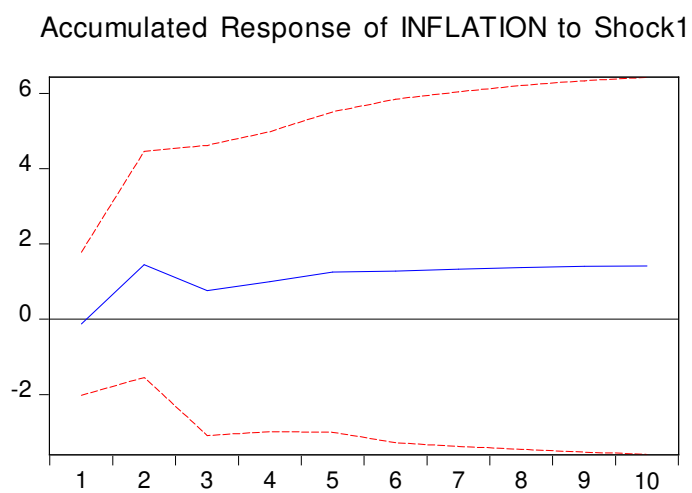
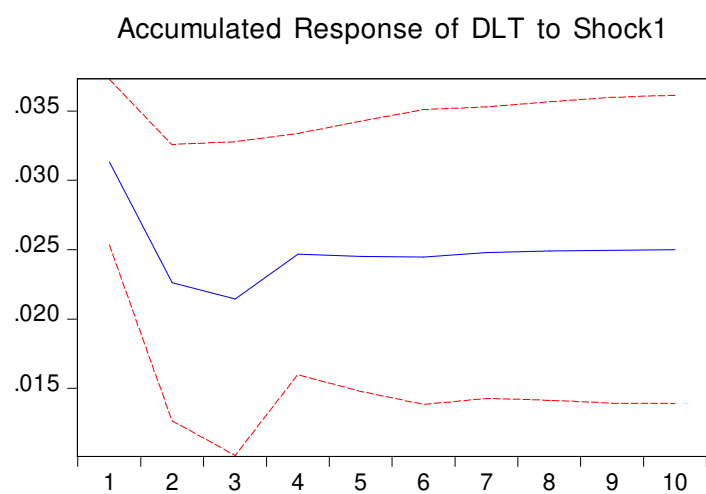
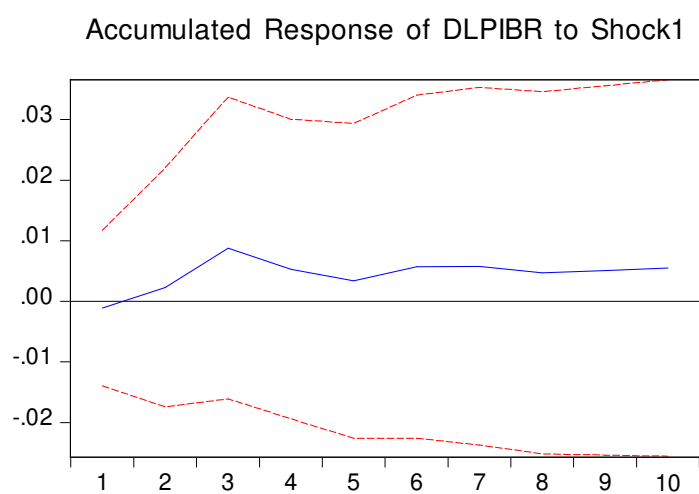
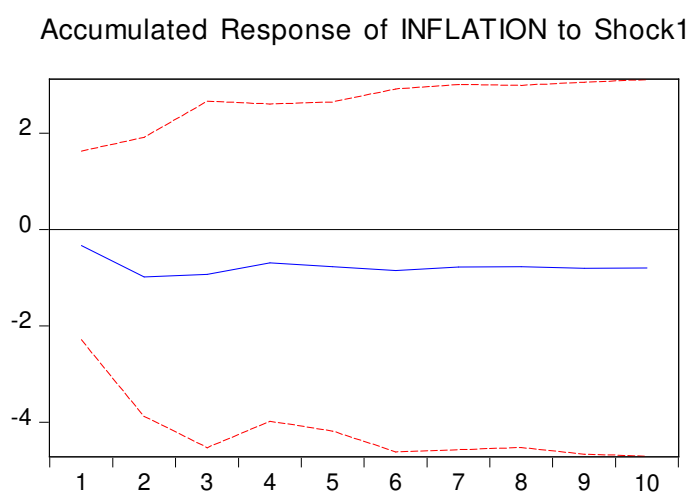
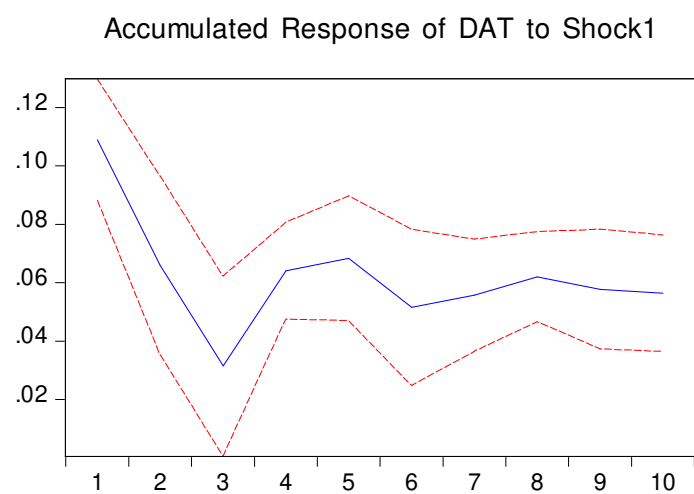


Figure 2: impact au Cameroun d'un choc positif sur les anomalies de température
Accumulated Response to Structural VAR Innovations ± 2 S.E.



Les Résultats sont unanimes, au Cameroun dans l'un ou l'autre des *scenarios*, un choc positif sur la Température devrait stimuler l'activité économique c'est-à-dire le niveau de vie de ses habitants au dépend du renchérissement du coût de la vie c'est-à-dire le pouvoir d'Achat de ceux-ci tel qu'appréhendé par l'évolution du taux d'inflation enregistré par l'économie qui devrait alors progresser quel que soit le *scenario* envisagé. Est-ce à dire alors que d'un point de vue strictement Macroéconomique le COVID-19 devrait impacter positivement l'économie camerounaise?

4. Conclusion

D'après l'étude d'impact effectué une variation climatique devrait impacter positivement l'économie camerounaise d'un point de vue strictement Macroéconomique? Cependant considérant que les données de cette étude sont antérieures au déclenchement de l'épidémie n'est-il pas raisonnable de poser à nouveau l'épineuse question de l'effet attendu du COVID-19 sur l'économie camerounaise? Malgré qu'on sait aujourd'hui, en dépit des recherches continues actuelles comme pour le virus Ebola sur un vaccin préventif contre la maladie, comment prendre en charge l'infection suite à une contamination jusqu'en s'en débarrasser et même que les mesures sanitaires édictées sont à tout avantage pour les populations.

Premièrement du point de vue Méthodologique on peut dire qu'il aurait été nécessaire de conduire des tests de stabilité des fonctions de réponse impulsionnelles pour déterminer si ces conclusions demeurent valables au-delà de cet échantillon. Ensuite du point de vue de l'analyse économique il aurait été pertinent d'inclure au Modèle VAR une variable représentative de l'extérieur non réalisée ici en raison du manque d'informations concernant le secteur extérieur camerounais en relation avec le déroulement de cette épidémie. En outre, toujours du point de vue de l'analyse économique il aurait été aussi pertinent d'intégrer des Outliers c'est-à-dire ces variables destinées à saisir des changements majeurs qui surviendraient du fait de l'épidémie comme par exemple un changement majeur à la tête de l'Etat à l'exemple du Gouvernement britannique affecté par le test positif au coronavirus de son premier ministre Boris Johnson ainsi que de son épouse tout comme des rumeurs qui circulent en sous-région CEMAC à propos d'un changement éventuel des reines en Guinée-Équatoriale en vue d'y imposer Theodorin Obiang Nguema fils de Theodoro Obiang Nguema le chef d'Etat actuel du pays ceci dans la mouvement des mesures édictées en vue de prévenir l'épidémie comme le confinement, comme preuve à cet argument on pourrait avancer toute la discordance autour de ce confinement sur le continent tant au niveau de ses populations à l'exemple du Mali où on parle plus de couvre-feu à

partir d'une certaine heure, ou même du Cameroun où on a aussi comme une tentative de deuil national le 08 Avril dernier rappelant le jour où Benjamin devait fêter ses 02 ans puisqu'il y a eu annonce d'une éventuelle interdiction totale de circuler ce jour non respecté certes mais marqué par la clôture d'un des marchés les plus en vue de la capitale économique Douala où est né Benjamin à savoir le marché de Dakar qui est non seulement le quartier où il résidait avec ses grands-parents maternels mais aussi une place importante d'affaire pour la sous-région CEMAC. Pour en finir à propos de cet aspect politique du confinement au niveau des gouvernements aussi c'est une querelle à l'instar du Benin de Patrice Talon qui s'est prononcé en défaveur du confinement sur le continent.

Pour conclure, on peut dire qu'en raison du caractère à trois dimensions de son impact, à savoir économique, politique ou sécuritaire, ainsi que social (les volets santé et éducation notamment), on peut dire qu'à l'aide seul d'un VAR il serait peu probable de connaître efficacement l'impact économique du COVID-19 sur le continent ceci en raison de la complexité des liens à décrire dans le VAR constitué pour intégrer ces différents volets de la pandémie.

5. Références

Elbadawi I.A. (1999) "Can Africa export manufactures: The role of endowment, exchange rate, and transaction cost", *World Bank Policy Research Paper* No 2120.

Grellet G. (1988) « Stratégies d'industrialisation pour l'Afrique noire », *Revue Tiers Monde*, vol. 115, pp. 1007-1019.

Sims C. (1986) "Are forecasting models usable for policy analysis?", *Minneapolis Federal Reserve Bank Quarterly Review*, vol. 10, pp. 2-16.